16 juillet 2006 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, notamment sur la situation au Proche-Orient, la politique énergétique européenne et l'aide au développement, à Saint-Petersbourg le 16 juillet 2006.

Mesdames, Messieurs,
Mesdames, Messieurs,
A l'occasion d'un G8, par ailleurs parfaitement organisé -je reviendrai tout à l'heure sur les différents points que nous avons évoqués-, nous avons, vous l'imaginez, été particulièrement mobilisés par la situation au Moyen-Orient, une situation particulièrement préoccupante à nos yeux.
Nous nous trouvons en effet devant une explosion qui se traduit par des pertes humaines nombreuses à Gaza, au Liban en Israël, par des destructions massives, notamment d'équipements, par ailleurs indispensables à la vie quotidienne des hommes et des femmes de ces régions, de nombreux blessés qui ont besoins d'aide et d'assistance et, notamment, de médicaments.
La France s'en préoccupe, vous l'imaginez bien. C'est une situation qui nous angoisse et qui nous préoccupe, au-delà de ce que l'on peut imaginer. Pertes humaines, blessés, destructions et aussi, cela va de soi, inquiétude pour ce qui concerne nos concitoyens. Nombreux sont les Français qui sont au Liban, où je rappelle que c'était le début de la saison touristique et donc un certain nombre de nos compatriotes étaient allés au Liban. Nombreux sont celles et ceux qui, traumatisés par la situation, souhaitent revenir en France. Je voulais indiquer que toutes les mesures nécessaires sont prises pour qu'ils puissent le faire et que les moyens, notamment en bateau, seront disponibles dès demain matin pour nos compatriotes qui souhaiteraient revenir du Liban vers la France.
Devant cette situation, nous avons eu un seul souci, ici, entre les membres du G8, c'est de mettre un terme à l'escalade et aux agressions, à la violence. Dans cet esprit, nous avons adopté à l'unanimité une déclaration, que vous allez avoir je pense très prochainement, tout à fait claire - je vous laisserai le soin d'en prendre connaissance-, qui indique à la fois notre réprobation et notre volonté que l'escalade s'arrête et que la situation se renormalise et notamment, qu'il y ait un cessez-le-feu durable, aussi bien à Gaza, qu'au Liban.
Dans cet esprit, nous avons approuvé la décision prise par l'ONU et le Secrétaire général de l'ONU d'envoyer immédiatement une mission. J'avais eu un long contact avec le Secrétaire général de l'ONU, avant-hier soir, et je lui avais suggéré d'envoyer d'urgence une mission de cette nature pour qu'elle ait des contacts avec toutes les parties concernées et qu'elle puisse essayer de rassembler un point de vue commun sur la situation.
Cette mission est actuellement sur place, elle a pour vocation d'affirmer clairement quelles sont les conditions de ce retour à une situation normale. La libération des soldats israéliens détenus en otage, soit par le Hamas, soit par le Hezbollah, l'arrêt des tirs de roquettes Qassam sur Israël en provenance du Liban ou de Gaza et puis le minimum de protection des infrastructures qui ne sont pas encore détruites. C'est angoissant d'imaginer que toutes ces populations vont, pendant de

longs mois, peut-être des années, supporter encore les conséquences de ces destructions massives, qu'il s'agisse des routes, des autoroutes, des ponts, des centrales électriques ou d'autres équipements, par ailleurs indispensables à la vie.
Pour ce qui concerne Gaza, notre sentiment clairement réaffirmé a été la nécessité de reprendre le dialogue avec le Président de l'Autorité palestinienne, c'est-à-dire avec M. Mahmoud ABBAS. Ce dialogue était, semblait-il bien parti, j'avais eu l'occasion de recevoir M. Mahmoud ABBAS et M. Ehud OLMERT, quelques temps avant, il y a quelques semaines et j'avais le sentiment que les choses pouvaient s'engager sur la voie de la négociation et du renforcement du processus de paix lorsque les évènements que vous savez sont intervenus. Il est indispensable de rétablir ces relations avec le chef de l'Autorité palestinienne afin que l'on puisse revenir au principe même du processus de paix, qui est inévitable.
Pour ce qui concerne le Liban, nous avons très fortement souligné, dans la déclaration que nous avons votée à l'unanimité aujourd'hui, le caractère capital de la mise en oeuvre de la résolution 1559 -les autres aussi, naturellement, mais en particulier la 1559. Il est tout à fait inacceptable qu'un gouvernement -et nous apportons notre plein soutien au gouvernement libanais de M. Fouad SINIORA, cela va de soi- n'ait pas la pleine autorité sur la totalité de son territoire. Tous ceux qui remettent en cause l'autorité du gouvernement libanais sur la totalité de son territoire sont en réalité facteurs de déstabilisation, facteurs d'insécurité, facteurs de déni de souveraineté au peuple et à l'Etat libanais. Par conséquent, nous demandons que les conclusions et les recommandations de la résolution 1559 soient immédiatement mises en oeuvre et ceci dans les délais les plus brefs possibles.
Voilà ce que nous avons évoqué aujourd'hui avec, je dois vous le dire, un pincement au coeur en pensant au Liban, qui n'a vraiment pas mérité qu'on le traite de cette façon. Et où les initiatives prises par un certain nombre d'irresponsables se traduisent par un drame vécu par des hommes et des femmes qui en ont surmonté beaucoup déjà, qui méritent le respect, l'attachement, l'amitié, qui méritent la paix. Il ne méritent pas, en tous les cas, que des divisions de la nature de celles que l'on voit, probablement avec la complicité extérieure de tels ou tels intervenants, remettent en cause le minimum qu'ils sont en droit d'espérer, de vie, de stabilité, d'indépendance, et de souveraineté pour ce qui concerne leur pays.
Naturellement, nous n'avons pas parlé que du Liban, même si c'était notre préoccupation essentielle. Ce matin, nous avons évoqué, comme convenu, les problèmes de sécurité énergétique, avec un enjeu majeur pour l'Europe : vous savez que l'Europe, dans le cadre de la priorité donnée à la mise en oeuvre de l'Europe des projets a, au Conseil européen de mars dernier, élaboré une politique européenne de l'énergie. Notre sécurité énergétique passe naturellement par d'excellentes relations avec tous nos fournisseurs, et, notamment bien entendu, la Russie.
Nous respectons d'ailleurs les choix nationaux de la Russie dans ce domaine, mais nous avions besoin d'un certain nombre de précisions pour ce qui concerne les règles du jeu, qui soient à la fois stables et claires. C'est ce que nous avons conclu lors de nos entretiens avec, en particulier, l'accent mis sur la maîtrise de la consommation d'énergie fossile, sur la réduction nécessaire des émissions de gaz à effet de serre qui, dans l'état actuel des choses, ont toutes les chances de se développer d'une manière particulièrement douloureuse pour l'ensemble de la population du monde.
D'où trois axes que nous avons définis pour la politique en matière énergétique : les économies d'énergie, la diversification des sources d'énergie, y compris les énergies renouvelables et le nucléaire sûr et de qualité et, enfin, le respect de l'accord de Kyoto et la mise en oeuvre de l'après 2012, dans cet esprit. Voila pour ce qui concerne l'énergie.
Nous avons ensuite parlé longuement des maladies infectieuses, qui étaient à l'ordre du jour de ce G8 £ la grippe aviaire pour laquelle, vous le savez, la France a été très en avance pour mobiliser la totalité de ses moyens et de ses énergies intérieures et extérieures, pour éviter une éventuelle pandémie dans ce domaine.
J'ai beaucoup insisté sur les financements innovants, notamment pour ce qui concerne la lutte

contre le sida, la tuberculose, la malaria et le paludisme. Je ne vois pas, dans les budgets actuels des grands Etats distributeurs, les moyens supplémentaires indispensables pour lutter contre ces pandémies, si l'on ne crée pas d'autres sources de financement, c'est ce que l'on appelle les financements innovants. C'est dans cet esprit que nous avons réussi à convaincre une quarantaine ou une cinquantaine de pays de faire, à titre expérimental, des financements innovants, ainsi une taxe sur les billets d'avion, qui sera affectée dans le cadre d'un organisme que l'on appelle Unitaid, à la lutte contre ces principales pandémies.
Nous avons également souligné et fait adopter le principe d'une assurance maladie dans les pays pauvres. J'ai rappelé que, il y a pratiquement cent ans, le taux de mortalité ou le revenu moyen en Europe étaient à peu près ceux de certains pays actuellement en développement, et que cela ne nous a pas empêché de mettre, à l'époque, en place un système d'assurance-maladie qui a été un progrès considérable sur le plan humain et social.
Nous avons fait admettre le principe que l'OCDE soit chargée de faire rapidement un rapport dans ce domaine et que l'on puisse s'engager dans la voie de la généralisation d'un système d'assurance-maladie dans tous les pays pauvres et notamment dans les pays du sud, notamment les pays africains.
Enfin, j'ai donné un accord tout à fait sans réserve à la proposition anglo-italienne d'un mécanisme de garantie d'achat futur pour ce qui concerne les médicaments.
Nous avons ensuite évoqué les problèmes africains, je n'y reviendrai pas pour le moment : j'ai là aussi insisté sur le fait que nous ne répondrions pas aux besoins d'une Afrique -dont la démographie se développe à une vitesse considérable-, en terme de développement et donc en terme de stabilité politique, si nous n'apportons pas des ressources nouvelles. Celles-ci ne pourraient pas être issues simplement des budgets des Etats contributeurs, mais elles devraient être l'objet de financements innovants qui soient plus généralisés et qui fassent participer la progression considérable de la richesse nationale et des échanges internationaux au développement qui est une priorité pour le monde de demain.
Par ailleurs, j'ai eu des entretiens avec le Président des Etats-Unis, avec le Premier ministre finlandais, pour évoquer les problèmes du prochain Conseil européen qui aura lieu en Finlande, et d'autre part avec le Président POUTINE, que j'ai chaleureusement félicité pour la qualité exceptionnelle de l'organisation et de l'accueil qu'il nous a réservé à l'occasion de ce G8.
QUESTION - Est-ce qu'on peut encore croire à la paix quand on voit que l'Iran qui soutient le Hezbollah et indirectement aussi le Hamas avec la Syrie, veut ou dit toujours qu'il faut détruire Israël ou le rayer de la carte ? Quand on a tous ces éléments dans cette région, cela sème plus que le trouble ?
LE PRÉSIDENT - D'abord, il faut toujours croire à la paix, rien n'est plus dangereux sur le plan psychologique qu'un comportement qui consisterait à accepter ou à admettre que la paix pourrait être mise en cause. Ensuite, il faut mettre au service de cette conviction, je dirais, une pression internationale, et les moyens nécessaires. C'est ce que nous avons fait ici au G8. Je crois en la paix et je suis sûr que l'on finira par instaurer la paix, d'abord au Liban et puis ensuite, je le souhaite, entre les Palestiniens et les Israéliens.
QUESTION - La G8 recommande la mise en oeuvre de la résolution 1559. Or, aujourd'hui, le Liban est cassé, bombardé, le gouvernement est faible, il n'est pas en mesure de mettre en oeuvre la 1559. Est-ce que le G8 donne une caution à Israël pour faire cela ? Est-ce que vous, le Président de la France, l'ami du Liban, vous avez demandé au Président américain de demander à Israël d'arrêter de bombarder le Liban, parce que les Libanais attendent cela de la France ?
LE PRÉSIDENT - D'abord, bien entendu, nous n'avons, pas seulement moi, mais l'ensemble du G8 émis les plus extrêmes réserves sur le caractère disproportionné des réactions d'Israël qui avait été provoqué. Deuxièmement, nous avons appelé à la nécessité impérieuse de cesser les bombardements auxquels vous faites allusion et qui s'adressent en réalité à des objectifs qui n'ont rien à voir avec la perspective de la paix et qui ont pour résultat de casser la vie quotidienne, indépendamment des morts et des blessés naturellement qui en sont les victimes. Ce qui est sûr, c'est que dans toute cette affaire, il y a eu des provocations, et vous savez, c'est le vieux système dont on parlait en 1958, "provocation-répression". C'est un piège que personne

le vieux système dont on parlait en 1958, "provocation-répression". C'est un piège que personne ne peut ignorer et ceux qui s'amusent à déclencher ce piège prennent une lourde responsabilité, notamment à l'égard des victimes. Je le pense, dans le cas particulier, à l'égard des Palestiniens de la bande de Gaza, ou à l'égard des Libanais. C'est la raison pour laquelle il nous apparaît, de façon indispensable, que la pression internationale doive se faire pour que la résolution 1559 s'applique. C'est-à-dire que le désarmement de toutes les milices et la restauration de l'autorité du gouvernement démocratique libanais sur l'ensemble de son territoire soient mis en oeuvre dans les délais les plus brefs.

Il n'y a pas d'autre solution, toute autre solution ou toute autre initiative se traduira inévitablement par des crises successives, des douleurs, des assassinats. Il faut bien que les Libanais se rendent compte qu'il n'y a pas d'Etat qui puisse exister, surtout pas d'Etat démocratique, si le gouvernement n'a pas la pleine autorité sur l'ensemble de son territoire et s'il laisse librement des milices armées qui prennent leurs instructions on ne sait pas d'où, on ne sait pas de qui et qui peuvent, du jour au lendemain, créer des situations dans le genre de celles que nous avons vus aujourd'hui.

Il faut que les Libanais comprennent qu'ils ont choisi la voie de la reconstruction, notamment sous les précédents gouvernements, qu'ils ont choisi la voie de la démocratie, qu'ils ont choisi la voie de la stabilité et de la souveraineté, et qu'ils doivent fortement condamner tous ceux qui, sous impulsion extérieure, en réalité, mettent en cause ses acquis qui sont ceux de la stabilité et de la tranquillité auxquelles tous les Libanais ont droit.

QUESTION - Monsieur le Président, l'ONU a approuvé à l'unanimité la résolution sur la Corée du nord et ses tirs de missiles. Mais la Corée du nord l'a immédiatement rejetée. Que peut-on faire devant cette situation et qu'est ce que la France, en collaboration avec la Chine et le Japon, peut faire ?

LE PRESIDENT - Nous avons parlé du Moyen-Orient et du Liban, domaine dans lequel la France a incontestablement une certaine autorité pour parler, qui ne lui est pas contestée, on l'a encore vu tout au long de cet après-midi.

En revanche, sur la Corée du nord, nous apportons notre soutien, mais nous n'avons pas d'initiative majeure. Nous apportons notre soutien, c'est ce que nous avons fait pour la dernière résolution, qui a été votée à l'unanimité à l'initiative du Japon, que nous avons soutenue. C'est un domaine où nous apportons notre soutien sans réserve à des initiatives qui sont prises par les Américains, les Japonais, les Chinois, les Russes...

QUESTION - Monsieur le Président, je voudrais revenir sur le Liban : vous avez émis avant-hier, je crois, le souhait d'un cessez-le-feu durable, pourquoi le G8 ne vous a-t-il pas suivi dans cette direction ?

LE PRESIDENT - Mais le G8 nous a parfaitement suivis dans cette direction ! Je n'ai pas le dernier texte car j'avais un entretien avec le Président POUTINE, mais il est évident et je peux vous garantir que tout le G8 appelle au cessez-le-feu au Liban et à Gaza. C'est évident, nous l'avons tous dit.

QUESTION - Beaucoup de citoyens qui vivent sur l'espace post-soviétique espéraient que la question des "conflits gelés" seraient évoquées par le G8, en particulier en Géorgie, en Abkhazie et en Ossétie du sud. Quelle est la position de la France en ce qui concerne ces questions, notamment le conflit entre la Géorgie et l'Ossétie du sud ?

LE PRESIDENT - C'est un problème qui est à l'ordre du jour de demain. Je vous remercie.